Libéralisation : deux faux-sens et un contresens

Article rédigé par *Jean Marensin*, le *16 juin 2006*

Quoique la position de Dominique de Villlepin ait été sérieusement atteinte par les affaires du CPE et de Clearstream, il conservait un petit espoir de se relever. Il n'en a plus guère après l'affaire du projet de fusion Suez-Gaz de France.

Clearstream avait remis à la surface celle des frégates de Taïwan : une ténébreuse affaire de corruption sans doute considérable et jamais éclaircie ; le véritable scandale est là. Au Premier ministre, on ne reproche que d'avoir fait une enquête, sans doute à la demande du chef de l'État : pas de quoi fouetter un chat ! Le CPE, quoique maladroitement mené, était une tentative méritoire d'améliorer l'emploi des jeunes : elle a suscité des remous à un moment de fébrilité où toute autre initiative aurait sans doute eu le même effet.

Le Premier ministre cherchait un bon coup pour se rattraper. Le projet de fusion Suez-GDF est bien mal choisi.

Le principe est assez proche de celui du CPE : on suit une méthode libérale (flexibilité là, privatisation ici), dans un objectif social pour le CPE, prétendu "national" pour Gaz de France. Le problème est que personne ne voit clairement où se situe dans cette affaire l'intérêt national.

On dit qu'une OPA de Suez par le groupe italien ENEL serait un grand malheur pour la France. Suez, c'est surtout l'électricité belge et l'ancienne Lyonnaise des eaux, soit environ un quart du marché de concession de services publics (eau, assainissement, pompes funèbres) des communes de France : qu'y a-t-il là de stratégique ? Rien en comparaison de nos fleurons de l'aéronautique ou de l'espace. Dans une Europe déculturée, de plus en plus éloignée de ses racines, pas seulement chrétiennes, les Italiens, pourtant si proches de nous, semblent être tenus pour des Martiens ! Le paradoxe est que ceux qui veulent à toute force éviter cette OPA sont généralement de chauds partisans d'une Europe intégrée !

On ne voit pas davantage quelles synergies relient Suez et Gaz de France, sinon la possibilité de générer des profits importants sur des marchés captifs et par là d'améliorer les revenus de dirigeants dont les salaires sont indexés sur les résultats. Une telle opération obligerait la majorité actuelle à se renier : par la loi sur l'énergie du 4 août 2004, elle s'était engagée à ne pas privatiser EDF. C'est une des raisons de la fronde compréhensible qu'elle oppose au projet du Premier ministre.

Faut-il encore privatiser ?

Surtout le projet en cause pose la question de la poursuite de la politique de privatisations.

Cette politique était assurément justifiée s'agissant de grandes entreprises de production abusivement nationalisées en 1981. S'agissant des secteurs de base comme l'électricité, le gaz, les grands services publics, même d'authentiques libéraux sont perplexes sur ses avantages.

La commission européenne, toute à son dogmatisme ultralibéral, pousse à la privatisation systématique. Bercy y voit un moyen de limiter le déficit budgétaire (mais on voit combien il est malsain d'équilibrer son budget en vendant les meubles de famille !). Les expériences anglo-saxonnes de gestion entièrement privée des réseaux électriques sont loin d'être probantes.

Le but de la politique européenne de libéralisation était la baisse du coût de l'énergie en Europe, grâce à la concurrence. Or c'est le contraire que l'on voit : les prix de l'électricité et du gaz flambent dans toute l'Europe, au-delà même des cours internationaux s'agissant du gaz . C'est que le retrait de l'État se traduit, non par une concurrence accrue, mais par la constitution d'oligopoles qui permettent aux grands groupes qui se partagent le marché de prélever une rente facile sur les consommateurs.

Comment oublier enfin que les champions de l'économie française et européenne : Airbus, Ariane, les centrales nucléaires, le TGV, sont nés dans le giron de l'État, dans des sociétés généralement nationalisées et

sous l'égide d'une politique industrielle ? Trois idées fort peu à la mode.

On peut aussi penser que l'opinion serait heureuse d'une certaine stabilisation du cadre économique : déplacer sans cesse les meubles a un effet anxiogène qui n'est pas étranger au malaise que ressentent les Français.

Dominique de Villepin aurait pu être l'homme qui venait clore une phase de notre histoire économique en mettant un terme à quinze ans de démantèlement du secteur d'État. Les Français lui en auraient été reconnaissants. Il a préféré se jeter sur le premier dossier que ses services avaient trouvé " dans les tuyaux ". Or c'est un mauvais dossier.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage